

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## "Suez" veut assurer la gestion des déchets

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

Le directeur en charge du développement de "Suez", Éric Ghebali a fait part hier à Julien Nkoghe Bekale, de l'ambition de cette entreprise, une multinationale française spécialisée dans les questions liées à l'environnement, de gérer et créer un site d'enfouissement des déchets ménagers dans la capitale gabonaise. Autrement dit, de collecter et traiter les déchets ménagers de Libreville. Une opération, à l'en croire, qui pourrait s'étendre jusqu'à l'intérieur du pays.

On note que la rencontre d'hier s'inscrit dans le cadre de la poursuite des réflexions menées par le gouvernement en vue de trouver des solutions pérennes à la problématique de l'insalubrité dans la capitale et ses communes environnantes. À cet effet, l'équipe de Nkoghe Bekale et "Suez" ont initié des échanges depuis deux ans, la multinationale se proposant d'apporter son expertise en vue de solutionner ce problème.

Sollicitée en son temps par le président de la République, cette entreprise envisage de devenir un partenaire stratégique du Gabon sur les questions liées à l'environnement. Pour ce faire, il est annoncé la création d'un site d'enfouissement des déchets, la réhabilitation de la décharge existante, et une meilleure gestion globale des ordures. Ainsi, cette nouvelle gestion intégrera le tri des déchets à Libreville et dans d'autres villes du pays. Une action qui se fera en plusieurs étapes et qui nécessitera de nouvelles technologies. Pour Éric Ghebali comme pour les autorités gabonaises, cette question représente une urgence. Ce d'autant plus qu'elle relève de la santé publique. En outre, le partenariat entre les deux parties pourra ainsi prendre en compte la gestion de l'eau et de l'électricité afin d'améliorer de façon significative les prestations offertes aux populations.



Photo: DR

**La multinationale "Suez" a exprimé son ambition de gérer les déchets à Libreville.**

## RECTIFICATIF

xx

Le Professeur Patrick Mougouama-Daouda est né à Lambaréné. Il a fait toutes ses études primaires et secondaires à Libreville (école d'Akéré et Lycée national Léon Mba) et quitte l'Université Omar Bongo en 1984 après une maîtrise en linguistique pour l'Université de Lyon II en France. Docteur en sciences du langage et depuis l'an 2000, Professeur titulaire des Universités, il a conduit la task force sur l'éducation (et non la santé) en septembre 2018.

## L'appel de la CPG au gouvernement

LA Confédération patronale gabonaise (CPG) a rencontré le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, hier à la Primature. Leurs échanges ont essentiellement porté sur les effets de la grève des régies financières sur l'économie.

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

Le bureau de la Confédération patronale gabonaise (CPG), présidé par Alain Bâ Oumar, s'est entretenu avec le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, hier. La rencontre a eu lieu à l'immeuble du 2-Décembre qui abrite les services du Premier ministre. Ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre des relations qu'entretiennent le patronat et le gouvernement. Les questions relatives à la relance de l'économie étaient à l'ordre du jour de ce tour de table.

Occasion également pour les deux parties d'évoquer les facteurs liés à la baisse de l'activité économique depuis plusieurs semaines, notamment dans les filières des importations et des exportations. Et pour cause, la grève des régies financières plombe considérablement les



Photo: DR

**Les responsables de la CPG ont exprimé leur préoccupation au Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale.**

"acquis du patronat". Ce qui préoccupe les responsables de la CPG. D'où l'appel lancé au gouvernement pour que soit trouvée une solution urgente.

Après avoir été rassuré par le Premier ministre, Alain Bâ Oumar et les siens, ont salué les efforts consentis par le gouvernement qui, dira le président de la CPG, ne ménage aucun effort "pour être à l'écoute des préoccupations et des propositions de

sa confédération dont le rôle est d'assurer la croissance du tissu économique".

Il faut d'ailleurs rappeler que les missions de la CPG visent entre autres à promouvoir et à défendre les intérêts des entreprises, les représenter, participer à toutes les négociations avec les pouvoirs publics et les syndicats des travailleurs, et émettre des avis sur les questions à caractère économique et social. En tant que force de propositions, la CPG œuvre également pour l'assainissement du climat des affaires, le règlement de la dette intérieure et le renforcement des acquis du patronat.

## Entre nous soit dit Et si nous parlions du pays !

Le microcosme politique national va de secousses en ébranlements, pour finir sur des faits cataclysmiques. Il n'y a ici aucune exagération, ni sensationnalisme. Ce cyclone qui en un battement de cils fait passer de ministre à prisonnier. Tomber de la cime aux racines en un éclair, laisse pantois et dubitatif le citoyen lambda. Gageons ici, que tout le monde aura retenu la leçon. Ces incroyables bouleversements donnent lieu à des discussions, qui elles entraînent des débordements inattendus. Il est un débat d'arrière-garde. Les départements du Woleu et du Ntem, souffrent le martyre depuis le dernier remaniement. À en croire les uns et les autres, c'est une véritable catastrophe, qui se serait abattue sur eux. Nul doute que le Dieu Eole y a fait souffler un vent extrêmement dévastateur.

Grande est la consternation. L'atmosphère de deuil est toute aussi surprenante, que saugrenue. On nous conte ce fait inédit, qui voit les villes d'Oyem et Bitam pour la première fois, depuis que le Gabon est indépendant se retrouver sans ministre. Voyez-vous, tant que nous nous arrêterons à de telles considérations, grande est notre appréhension que jamais notre pays ne sorte de l'ornière. Penser qu'un ministre est celui de son lieu

d'origine, n'est pas une hérésie mais une aberration car les ministres sont des membres d'un gouvernement, au service de la République et de la nation toute entière. À suivre ces élucubrations, chaque département devrait être représenté mais dans ce cas, il serait plus simple que chaque village ait son ministre. En y réfléchissant, cette injustice flagrante faite aux pygmées, autochtones parmi les autochtones. Ces derniers n'ont jamais été désignés ni comme députés, ni pour maires, même pas présidents de conseil départemental et comment les envisager au gouvernement ?

Les Gabonais attendent des ministres de la République qu'ils concrétisent et réalisent le projet politique du chef de l'État qui ambitionne l'excellence et le meilleur, dans tous les domaines pour ses compatriotes.

Ces récriminations nostalgiques, qui appellent aux schémas éculés de la fameuse géopolitique, oublient les pesanteurs, l'immobilisme et le clientélisme qui nous ont toujours fait marquer le pas et manquer de perspective. Entre nous soit dit, parlons enfin du Gabon avec des accents majeurs.

\* Chroniqueur

Teddy OSSEY \*